



SYNDICAT GÉNÉRAL CGT DES PERSONNELS DE LA POLICE NATIONALE

Paris le 21 décembre 2021

A

Monsieur Jean-Philippe GILLET
Conseiller d'Arrondissement
Conseiller de Paris.

Monsieur le Conseiller de Paris,

Nous avons eu connaissance de votre intervention du 14 décembre à la tribune du Conseil de Paris à l'occasion du vote du budget de la Prefecture de Police. Votre remarquable prise de parole nous conforte dans notre démarche syndicale lorsque, comme vous le faites, nous attirons sans cesse l'attention sur l'intérêt de maintenir à flot la police nationale afin de lui permettre d'assurer en permanence, les missions essentielles que sont la sécurité au quotidien et l'application nécessaire des décisions de justice.

Comme vous, nous sommes convaincus du mauvais sort qui nous est promis par les chantres de la violence d'État, qui misent sur la répression inutilement exagérée dont ils voudraient nous voir complices. La police nationale est le dernier rempart capable de garantir la paix publique pour chaque citoyen y compris les plus faibles, ceux qui en ont le plus besoin. La réduire à l'émanation d'un danger potentiel à l'endroit du citoyen est une grave erreur.

Nous entendons le paradoxe de politiques aux accents ultra sécuritaires qui se traduisent par l'annonce de mesures toujours plus coûteuses, mais qui ne vont que rarement dans le sens de l'efficacité. La multiplication des polices municipales pèse sur le budget des collectivités locales au moment où la solidarité devrait prendre le pas sur le reste. L'État se déleste de son rôle constitutionnel en entrouvrant le piège qui lui prendra le cou. Un État sans force n'est pas respecté, la nature est ainsi faite. Lorsque les acteurs de la paix publique auront mis le genou à terre, supplantés par la milice du capital, il n'est pas sûr que l'expression démocratique s'assure d'un meilleur avenir. Diluée dans le camaïeu des orientations propres à chaque commune, qui garantira la convergence des forces et l'égalité face au droit ?

Vous nous faites savoir que *«vous ne traiterez jamais les policiers de factieux et vous assumez en compagnie de votre candidat à vos côtés pour demander l'embauche rapide de 30 000 policiers statutaires afin de remettre en place une police nationale de proximité dont la formation serait approfondie, enrichie et élargie»*. Ce programme est le notre depuis que la CGT-Police existe, nous ne pouvons que l'encourager et insister avec vous sur le choix de préserver la fonction publique, en la renforçant là où il est nécessaire de le faire.

Les commissariats vétustes sont à l'image de la considération que nos ministres successifs nous ont portée. Au delà de l'aspect, un cran supplémentaire a été franchi dernièrement, car c'est leur démantèlement qui est en cours avec la fermeture de nombreux commissariats qui se poursuit inexorablement. Sous le prétexte de mutualisation, des secteurs entiers sont privés du maillage indispensable à la prévention, au secours de l'État.

Enfin, comme vous, nous pensons que la Préfecture de Police doit maintenir son rôle de service de proximité au service de tous.

Dans ces conditions, nous soutenons votre intervention en formant le souhait d'un budget adapté et équitablement réparti. C'est ainsi que nous encourageons toutes les démarches visant à démasquer ceux dont la seule ambition serait d'entretenir le sentiment d'insécurité dans le but funeste de s'assurer de l'électorat bourgeois.

Veillez recevoir, Monsieur le Conseiller de Paris, l'expression de nos vœux de réussite et de nos sentiments fraternels.

Le secrétaire général
Anthony CAILLÉ

